



Vive la solidarité des peuples, à bas les frontières meurtrières !

Le 18 décembre, c'est la journée internationale des migrant·es. Pour les bourgeois, ce sera l'occasion de discours léniants sur l'immigration et sur la tolérance. Pour le mouvement social, c'est une journée de lutte et de grève anti-raciste. Les immigré·es sont discriminé·es partout. Les politiques racistes de l'État français et de l'Union européenne, au service de la surexploitation patronale, tuent. La droite et l'extrême droite jouent la surenchère dans la barbarie raciste, notamment aux États-Unis. Le 18 décembre et après : l'heure est à la contre-attaque.

De la loi Darmanin de janvier 2024 à la circulaire Retailleau de janvier 2025, l'État français continue toujours son offensive raciste et autoritaire. Derrière les discours sécuritaires, il renforce un appareil policier déjà surarmé et légitime la chasse aux exilé·es. **Celles et ceux qui cherchent un refuge se voient criminalisés et doivent prouver qu'ils et elles sont légitimes à exister en France.** Face à la nocivité de l'État, l'autodéfense populaire et la solidarité de classe restent nos meilleures armes.

Après avoir reconnu l'État de Palestine pour se donner bonne conscience et une façade diplomatique, **la France bloque l'arrivée de familles palestiniennes qui cherchent refuge après deux ans de génocide.** Aux frontières, dans les aéroports, en « zones d'attente », l'État français traite les exilé·es palestinien·nes comme des intrus.

Si des milliers de personnes fuient leurs pays, c'est parce que l'impérialisme sème la mort. L'État français vend des armes aux pires assassins et persécute celles et ceux qui fuient le carnage. Partout sur le globe, les peuples sont pris en étau entre la prédateur capitaliste et les dictateurs locaux. Le Soudan en est un exemple brutal : 150 000 mort·es selon le chiffre officiel (probablement bien davantage), 12 millions de déplacé·es forcées, dont plus de 4 millions réfugié·es hors du pays et 30 millions de personnes dépendants de l'aide humanitaire. C'est la plus grande crise humanitaire actuelle. **L'Europe, par ses accords**

(*Khartoum Process*) et son financement de milices, participe directement à la militarisation des frontières et à la traite humaine. En étant complice de cette guerre, l'Europe forteresse pousse d'une part des millions de personnes sur le chemin de l'exil et érige d'autre part des frontières meurtrières.

Sur le territoire qu'il contrôle, l'État français mène une politique de répression et de persécution toujours plus importante contre les immigré·es. Les lois successives ne cessent d'augmenter le délai d'incarcération en centres de rétention administrative, désormais de 210 jours, et la France prévoit d'augmenter sans cesse ce système concentrationnaire. **Le tri inhumain entre « migrant·es » et « réfugié·es » laisse les vies des exilé·es entre les mains de machines bureaucratiques,** qui délivrent ou refusent des titres de séjour dans l'arbitraire le plus total. L'État français organise ainsi la précarisation des prolétaires exilé·es, permettant aux rapaces capitalistes de leur imposer des conditions de

travail toujours plus dégradées. Les opérations de destructions de camps par la police se multiplient, sans que la moindre solution de relogement ne soit proposée. Même pour les personnes installées en France depuis longtemps, les conditions de renouvellement des titres de séjour se durcissent, les menaçant de perdre leurs droits dans un pays où elles vivent pourtant depuis parfois des décennies.

Les politiques de persécution, de fabrique et de traque des sans-papiers, atteignent le summum de leur inhumanité à Mayotte. La France ne fournit toujours pas de bilan officiel sérieux du cyclone Chido, et aucun secours n'a été apporté dans les bidonvilles déjà insalubres. Au contraire, la machine à expulser enclenchée avec Wuambushu repart de plus belle, au mépris le plus total des droits humains les plus élémentaires et de l'unité de l'archipel des Comores.

La persécution des immigré·es est une guerre contre les peuples. Répondons par la guerre de classe !

Il est urgent de construire un front antiraciste et anti-impérialiste fort, capable de faire reculer le rouleau compresseur du racisme d'État et de la fascisation. Le 18 décembre, partout en France, toutes et tous en grève et dans la rue contre la politique coloniale de l'État français, pour exiger :

- la régularisation de toutes et tous les sans-papiers ;
- l'abrogation de la loi Darmanin ;
- l'abolition des centres de rétention administrative ;
- la fin des expulsions et du harcèlement administratif des étranger·es ;
- l'abrogation de la déchéance de nationalité ;
- la liberté de circulation et d'installation.

CAMPAGNE DE DONS D'ALTERNATIVE LIBERTAIRE

LES PATRONS ONT LEURS JOURNAUX

SOUTENEZ LE VÔtre !

**SOUTENEZ AL 3 FOIS PLUS
POUR LE MÊME PRIX !**